

Introduction

Avec le retour d'une coalition « noire-jaune » entre chrétiens-démocrates et libéraux, constellation idéale pour les partisans de la chancelière Angela Merkel, et la perspective, à moyen terme, d'une sortie de crise économique, l'année 2010 s'annonçait de meilleur augure pour les responsables politiques allemands. Une analyse approfondie révèle cependant une situation fragile d'un point de vue à la fois politique et économique. Ainsi, la victoire d'Angela Merkel aux élections législatives de septembre 2009 ne peut faire oublier que la CDU-CSU (Union chrétienne-démocrate [Christlich-Demokratische Union Deutschlands]/ Union chrétienne-sociale [Christlich-Soziale Union]) a obtenu son plus mauvais score depuis sa création à la fin des années 1940. Cette fragilité est aussi illustrée par les tiraillements incessants entre les chrétiens-démocrates, indiscutablement affaiblis, et les libéraux, insolemment requinqués, ou par les débats, au sein même de la CDU, sur le profil si peu conservateur de la chancelière. Sur le plan économique, le retour à la normale promis pour 2010 ne peut faire oublier le fait qu'en 2009, l'Allemagne a connu la chute la plus importante de son produit intérieur brut (PIB) en près de 40 ans, obligeant le gouvernement à anticiper, pour le budget 2010, une dette publique de 85,8 milliards d'euros, soit près du double des 47,6 milliards prévus pour l'année en cours – une dette sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, fût-elle due à des circonstances exceptionnelles.

Un paysage politique en recomposition

Les élections législatives allemandes du 27 septembre 2009 ont permis à Angela Merkel d'entamer un deuxième mandat consécutif à la tête du gouvernement fédéral et de s'appuyer

sur un partenaire plus proche des orientations politiques chrétiennes-démocrates : le Parti libéral (Freie Demokratische Partei, FDP). Ce résultat peut surprendre, dans la mesure où le paysage politique allemand est dorénavant composé de cinq partis, ce qui rend la formation d'une coalition classique de droite ou de gauche très difficile. Toutefois, les résultats des élections européennes du 7 juin avaient clairement annoncé cette constellation, somme toute traditionnelle. Ceux de septembre ont ainsi confirmé, malgré la faible participation électorale, les sondages d'outre-Rhin qui annonçaient une courte majorité aux chrétiens-démocrates et aux libéraux, comme le rappelle Jean-Louis Georget, maître de conférences à l'Université Paris XIII et chercheur au Centre de recherches interdisciplinaires sur l'Allemagne (CRIA) à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). C'est donc le scénario qui s'est produit le 27 septembre, fruit d'un certain nombre de facteurs qui devraient façonner la vie politique allemande pendant les prochaines années.

La CDU d'Angela Merkel a toutefois obtenu, avec 33,8 % des voix, le résultat le plus mauvais depuis 1949, ce qui a quelque peu terni la victoire de la chancelière. Ce revers fut largement dû au piètre score du parti frère bavarois, la CSU, qui a perdu la majorité absolue dans ce land. Par ailleurs, un nombre non négligeable des électeurs traditionnels de la CDU ont donné leur voix aux libéraux, sans doute pour barrer la route à une reconduction de la « grande coalition¹ ». Ce vote tactique a surtout profité aux libéraux qui ont réalisé, avec 14,6 % des voix, un score historique. En position de force, ils ont pu ainsi imposer leurs choix à la chancelière. Le grand perdant de cette élection est à l'évidence le Parti social-démocrate (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD) qui a essuyé, avec 23 %, le plus mauvais résultat électoral à l'échelle nationale depuis la fondation de la République fédérale d'Allemagne (RFA). Il s'agissait toutefois d'une défaite annoncée et attendue, largement due à l'opposition interne au parti contre les lois sociales adoptées sous le précédent gouvernement Schröder et confirmées par la grande coalition, contre le style politique jugé trop personnalisé de ses leaders et contre

1. La « grande coalition » rassemble au pouvoir les deux grands partis allemands de droite et de gauche, la CDU-CSU et le SPD, ce qui fut le cas entre 2005 et 2009.

certaines réformes aussi très impopulaires, adoptées avec son aide par la grande coalition (en particulier la retraite à 67 ans). De fait, une partie très importante de l'aile gauche du parti et de ses militants, ainsi que les syndicats, se sont détournés du SPD et ont donné leur voix au nouveau parti de gauche radicale Die Linke (La Gauche). Issu d'une fusion entre le parti post-communiste est-allemand et une formation regroupant les dissidents sociaux-démocrates, Die Linke a obtenu un score remarquable avec 11,9 % des voix. Face à l'impact croissant de ce nouveau parti, dont la force d'attraction est bien plus importante encore dans les nouveaux länder, le SPD, une fois de plus, se divise. Certains en son sein prônent un rapprochement stratégique plus ou moins ouvert avec Die Linke, afin de retrouver une certaine crédibilité auprès de l'électorat de gauche. Ce « cap à gauche » est en revanche peu apprécié par le courant centriste du SPD qui dénonce le passé non assumé de l'ancien parti communiste est-allemand, la présence toujours très active de ses anciens cadres au sein de Die Linke et la « trahison » jamais pardonnée de son chef de file, Oskar Lafontaine, qui fut jadis le président du Parti social-démocrate.

Les divisions internes du SPD, héritage de l'ère Schröder, restent donc d'actualité et vont sans doute empêcher la formation d'une « opposition commune » contre le deuxième gouvernement Merkel, thèse développée par Tim Spier, chargé d'enseignement à l'Institut de sciences sociales de l'Université Heinrich Heine de Düsseldorf et chercheur à l'Institut de recherche sur les partis politiques et le droit des partis (Institut für Parteienrecht und Parteienforschung). Selon ce dernier, une alliance semble toujours impossible entre Die Linke et les sociaux-démocrates, dont le déclin se confirme d'élection en élection. En quête de partenaires pour gouverner, le SPD peine toujours à se positionner face à une hypothétique alliance avec Die Linke jugée politiquement trop compromettante, compte tenu du caractère trop radical du programme politique de ce parti et de son héritage communiste. Une telle « coalition dans l'opposition » n'aurait par ailleurs aucune chance d'inclure le troisième parti de gauche en Allemagne, les Verts (Die Grünen) qui, forts de leur résultat très satisfaisant (10,7 %) aux élections de septembre, occupent dorénavant une position stratégique dans le paysage politique. Les coalitions régionales qu'ils ont

conclues avec la CDU à Hambourg et, très récemment, en Sarre, montrent que les Verts, qui ont traditionnellement peu de sympathie pour Die Linke, n'accordent plus leur soutien au SPD de façon aussi automatique et inconditionnelle que dans le passé.

Dotés d'une majorité confortable dans les deux chambres, la CDU-CSU et le FDP ont pris moins d'un mois pour se mettre d'accord sur la composition et les grands axes politiques et économiques du nouveau gouvernement. Réélue chancelière, Angela Merkel a confié la moitié des 16 portefeuilles ministériels au FDP et à la CSU. Les libéraux sont dotés de cinq ministères : les Affaires étrangères, l'Économie, la Justice, la Santé et le Développement durable. La CSU, moins bien lotie, doit se contenter de la Défense, des Transports et de l'Agriculture, tandis qu'avec huit ministères, la CDU conserve la main sur l'Intérieur, les Finances, le Travail et la Famille. Parmi les principaux ténors du nouveau gouvernement figure Guido Westerwelle qui, en tant que chef de file des libéraux, a naturellement obtenu le poste de vice-chancelier et le ministère des Affaires étrangères, bien que la politique internationale fût moins sa spécialité que les enjeux économiques et financiers. Placé à la tête de la politique étrangère allemande, qui relève par ailleurs également, voire surtout, du domaine privilégié de la chancelière, Guido Westerwelle cherchera sans doute à emboîter le pas à ses illustres prédécesseurs Walter Scheel et Hans-Dietrich Genscher, tous les deux membres du Parti libéral et importants ministres des Affaires étrangères en leur temps. Le président du FDP devra composer avec le ministre de l'Économie du gouvernement sortant, le Freiherr Karl-Theodor zu Guttenberg, étoile montante de la CSU. Considéré comme l'un des meilleurs spécialistes des questions de sécurité au sein de la CDU-CSU, il a été nommé ministre de la Défense, un choix sans doute très judicieux, compte tenu notamment de la situation en Afghanistan. Autre poids lourd du gouvernement, le chrétien-démocrate Wolfgang Schäuble est en charge du ministère des Finances, portefeuille considéré généralement comme plus important et stratégique que celui de l'Économie, confié au libéral Rainer Brüderle.

Angela Merkel devrait *a priori* bénéficier d'une marge de manœuvre plus importante que sous la grande coalition,

pouvant s'appuyer sur le partenaire « naturel » des chrétiens-démocrates, le Parti libéral. Cependant, à la différence de la CDU qui se veut un parti de rassemblement, ce dernier n'a pas d'autre vocation que de servir les intérêts de son électorat. Cette différence s'est fait sentir durant les derniers mois de la coalition noire-jaune, Angela Merkel ayant souhaité être la chancelière de *tous* les Allemands, tandis que le FDP préconisait une politique de réformes radicales, libérales, sur le plan fiscal, en matière de santé et de législation du travail. Les réductions fiscales, annoncées par le nouveau gouvernement alors que la situation économique et financière de la République fédérale reste très tendue, témoignent de l'influence dont jouit ce parti auprès d'Angela Merkel. La décision allemande de retarder la sortie du nucléaire (sinon de la repousser aux calendes grecques), autre signal fort du nouveau gouvernement, rappelle également qu'une page vient d'être tournée à Berlin. Force est néanmoins de constater que, lors du changement de gouvernement de 2009, il a été peu question de la « magie du nouveau départ ». Les premiers conflits entre CDU, CSU et FDP laissent d'ores et déjà penser que de nombreuses promesses électorales ne seront que partiellement tenues – si elles le sont. Pour beaucoup d'observateurs, l'ambiance qui règne au sein du gouvernement Merkel II rappelle déjà celle du gouvernement Schröder II finissant, une observation sans doute un peu excessive. Il n'en demeure pas moins, comme le soulignent Manuela Glaab, directrice du groupe de recherche sur l'Allemagne au Centre pour la recherche politique appliquée de Munich (Centrum für angewandte Politikforschung, C.A.P), et son collègue chercheur Michael Weigl, que le nouveau gouvernement doit relever le défi de la gestion des conséquences de la crise économique et financière et la mise en œuvre de nombreuses réformes. Il ne devrait donc pas manquer de points faibles pouvant donner prise aux attaques de l'opposition. Le parlementarisme en Allemagne – visiblement essoufflé aux temps de la grande coalition – peut s'en trouver redynamisé.

Gérer les conséquences de la crise et défendre les intérêts économiques allemands

Premier pays exportateur au niveau mondial en 2008, l'Allemagne a été touchée de plein fouet par le ralentissement

brutal de l'activité économique en 2009. Pour autant, Berlin la première n'a pas joué la carte européenne, privilégiant une démarche centrée sur ses intérêts nationaux. Ce positionnement s'inscrit dans un climat plus général accordant une primauté aux intérêts économiques allemands, que ce soit dans la gestion de la crise financière, dans une politique de soutien aux entreprises nationales dans des secteurs jugés stratégiques ou dans la défense des intérêts économiques allemands sur les marchés internationaux.

À la fin de l'année 2008, le gouvernement de grande coalition a tardé à réagir à la crise financière, estimant que les banques allemandes étaient relativement protégées de l'effet domino de la crise des *subprimes*. La nécessité d'un consensus entre les partenaires de la grande coalition et l'équilibre budgétaire allemand n'incitait pas les responsables politiques à décider rapidement des mesures de soutien aux banques, puis des plans de relance de l'économie. Berlin a pourtant dû s'y résoudre, avec deux plans conjoncturels lancés en décembre 2008 et janvier 2009.

Face à la crise économique et financière, les États européens, dont l'Allemagne, ont réagi en ordre dispersé – comme le souligne Heribert Dieter, chercheur à la Fondation Science et politique (Stiftung Wissenschaft und Politik, SWP) de Berlin –, au risque de laisser une fois de plus le champ libre aux autres pays du fait de leur manque d'unité. Selon lui, ces réponses nationales et non coordonnées risquent à terme d'enrayer le processus d'intégration européenne pour plusieurs années. Au contraire, l'Europe pourrait saisir cette opportunité pour s'affirmer durablement sur la scène mondiale comme puissance économique et financière. Elle donnerait une impulsion décisive à la mise sur pied d'un nouveau mode de régulation des marchés financiers internationaux, si elle parvenait à imposer ses vues aux autres partenaires mondiaux, États-Unis et Chine en tête. Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont d'ailleurs affirmé des vues convergentes sur la nécessité de réguler les marchés financiers.

Plus sensible à la conjoncture internationale, par le rôle moteur du commerce extérieur pour son économie, l'Allemagne a subi de plein fouet l'effondrement de l'investissement et de

la demande mondiale. En France, les enchaînements observés ont été assez proches – contraction de l’investissement et du commerce extérieur –, mais en même temps moins récessifs, témoignant d’amortisseurs plus efficaces face à cette crise. Au-delà de la réponse conjoncturelle apportée par les gouvernements allemand et français, Christophe Blot, économiste senior au département analyse et prévision du Centre de recherche en économie de Sciences Po (Observatoire français des conjonctures économiques, OFCE) à Paris, et Stefan Kooths, chercheur à l’Institut allemand de recherches économiques (Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, DIW) à Berlin, analysent les modèles de croissance empruntés par les deux pays, leur viabilité et leur possible amélioration. La forte mobilisation des politiques budgétaires entraîne une dégradation très forte des finances publiques dans les deux pays, surtout en France, et pose la question d’un retour à un déficit budgétaire en ligne avec les règles définies par le pacte de stabilité.

En matière de politique industrielle, Berlin veille aussi à défendre ses intérêts industriels et technologiques. Conçu en 1999 pour préserver la souveraineté industrielle de ses États européens fondateurs, le groupe EADS a été soumis à l’origine à une gouvernance égalitaire entre la France et l’Allemagne. En 2005-2006, il a été confronté à d’importants problèmes politiques et économiques : tensions au sein de sa direction et de son actionnariat, affaires judiciaires, problèmes industriels sur ses principaux programmes aéronautiques. Ces crises ont incité la direction et les actionnaires à abandonner la double gouvernance égalitaire franco-allemande, pour transformer EADS en un groupe industriel de dimension européenne. Kai Behrens, maître de conférences à l’Université libre de Berlin (Freie Universität Berlin) et Ph. D. Candidate à la Johns Hopkins University, School of Advanced International Studies (SAIS) de Washington, et Louis-Marie Clouet, chercheur au Comité d’études des relations franco-allemandes (Cerfa), analysent comment cette normalisation « européenne » amorcée à partir de 2007 s’inscrit dans un faisceau de tensions entre enjeux de politique industrielle locale et nationale portés par les gouvernements, efficacité économique défendue par les actionnaires et nécessaire adaptation organisationnelle à une mondialisation des marchés et de la production.

L'impact de la crise sur l'économie a rappelé *a contrario* que l'Allemagne s'était parfaitement adaptée à la mondialisation : sa croissance économique reposait ces dernières années sur les marchés à l'exportation, en particulier grâce au formidable développement du marché chinois. L'ascension de la Chine au statut de principal partenaire économique de l'Allemagne en Asie repose sur plusieurs facteurs. Un réseau institutionnel étroit d'organisations publiques et privées joue un rôle d'amortisseur des baisses d'intensité des relations économiques et permet de surmonter les conflits politiques entre les deux pays. Par ailleurs, la structure des échanges du commerce bilatéral germano-chinois s'est rapprochée de celle qui prévaut entre deux pays industrialisés, au point que Pékin est passé du statut de bénéficiaire des aides financières allemandes au développement, à celui d'investisseur en Allemagne. Cependant, comme le souligne Margot Schüller, chercheur à l'Institut d'études asiatiques (Institut für Asien-Studien) de l'Institut allemand d'études globales et régionales (GIGA German Institute of Global and Area Studies/Leibniz-Institut für Globale und Regionale Studien) de Hambourg, l'évolution future des relations économiques bilatérales dépend en grande partie du frein à la montée de mesures protectionnistes au niveau de l'Union européenne, mais aussi en Chine. Le piratage de produits allemands par les entreprises chinoises pèsera aussi fortement sur les relations entre les deux pays.

Une politique étrangère et européenne ouverte à des réajustements

La politique étrangère de l'Allemagne avait été quelque peu bridée par les contraintes de la gestion de la grande coalition et la rivalité politique entre la chancelière et son ministre des Affaires étrangères, le social-démocrate Frank-Walter Steinmeier. Avec l'arrivée au pouvoir d'une coalition de centre droit, ces tiraillements devraient appartenir au passé, à moins qu'ils ne se déplacent sur le terrain de la rivalité, classique, entre les deux petits partenaires des chrétiens-démocrates, le FDP et la CSU. Les libéraux, derrière leur chef Guido Westerwelle, sont traditionnellement favorables à une diplomatie plus pro-européenne qu'atlantiste, et à une politique

étrangère plus ouverte à l'usage du *soft power* qu'au recours à la force armée. L'Union chrétienne-démocrate accorde quant à elle depuis toujours la priorité à l'alliance avec les États-Unis et son principal ténor, Karl-Theodor zu Guttenberg, s'efforcera de défendre le statut et les intérêts de l'armée allemande tant au plan politique interne qu'à l'échelle de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). En politique européenne, la CSU a accueilli avec enthousiasme le jugement de la Cour constitutionnelle critique sur l'application du traité de Lisbonne, jugement âprement dénoncé par les responsables libéraux. Certes, ces divergences ne remettent nullement en question le large consensus de la politique étrangère allemande, qui s'inscrit dans une continuité peu propice à des ruptures spectaculaires. Une certaine marge d'appréciation permet toutefois d'exprimer des nuances d'opinion à l'intérieur de ce consensus global et de procéder ainsi à des réajustements qui peuvent, à terme, aboutir à de nouvelles données. Trois éléments ont marqué l'année 2009 concernant la politique étrangère de l'Allemagne : l'ère post-Bush et son impact sur les relations germano-américaines, la difficile ratification du traité de Lisbonne et la prise de conscience de l'intérêt d'une politique culturelle extérieure à l'allemande.

Durant ces huit dernières années, les relations germano-américaines ont été sensiblement marquées par la politique étrangère et de sécurité de l'Administration Bush, perçue comme militaro-centrée et unilatéraliste, ainsi que par la « doctrine Bush » : les normes internationales sur la légitimité des interventions militaires et le recours aux instances internationales ont été relégués à l'arrière-plan de la politique étrangère américaine. Berlin, partisan déclaré du multilatéralisme, hostile à l'intervention en Irak et traditionnellement peu favorable à la projection de ses forces armées, n'a pu jouer qu'un rôle insignifiant dans l'imaginaire géopolitique de l'Administration Bush. Avec Barack Obama, le style a changé. La nouvelle Administration accorde une importance réaffirmée au multilatéralisme et à la coopération internationale, même s'il est naïf de présumer que la tentation unilatéraliste de la politique américaine appartient totalement au passé. Dans ces circonstances, Berlin a une grande responsabilité quant à l'évolution de l'Alliance atlantique. La combinaison entre une tradition

transatlantique, l'amitié américaine et la réalité économique offre à la République fédérale une certaine compréhension de la politique des États-Unis. Comme le souligne Benjamin Zyla, professeur invité à l'École d'études politiques (School of Political Studies) de l'Université d'Ottawa, l'Allemagne peut faciliter le retour de son allié américain vers le multilatéralisme, ce qui l'aiderait à redorer son blason au sein de l'Union européenne. Les chances pour un « changement » dans les relations germano-américaines sont bonnes si l'Allemagne accepte de jouer ce rôle.

Berlin a aussi, voire surtout, des responsabilités à l'échelle européenne. Certes, l'Allemagne ne s'est pas détournée de l'intégration européenne. Elle avait achevé – tardivement – sa procédure de ratification avant le deuxième référendum des Irlandais, le 2 octobre 2009. Toutefois, avant d'achever ce processus, elle devait attendre le jugement de la Cour de Karlsruhe. Or, dans son verdict du 30 juin 2009, la Cour constitutionnelle a estimé que le traité de Lisbonne, s'il était compatible avec les principes directeurs de la Loi fondamentale, nécessitait au préalable la modification de la « loi d'accompagnement » du Parlement allemand, afin de renforcer les droits du Bundestag et du Bundesrat en matière européenne. Ce jugement a suscité des critiques de la part de plusieurs responsables politiques. Sous couvert d'évaluation de la constitutionnalité d'un traité et d'une loi d'accompagnement, la Cour tentait selon eux de dicter des limites à l'intégration européenne. Que penser de cet arrêt et de ses conséquences sur l'avenir de l'intégration européenne, mais aussi sur la place de Berlin et son rôle de leader à Bruxelles ? La tentative de la Cour constitutionnelle visant à limiter la participation de l'Allemagne à la future intégration européenne risque d'avoir des conséquences négatives sur la politique européenne de l'Allemagne, thèse que défendent Anne-Lise Barrière, assistante de recherche au Cerfa de janvier 2007 à septembre 2009, et Benoît Roussel, de la direction générale Emploi, affaires sociales et égalité des chances de la Commission européenne.

Un peu plus pro-américaine, un peu moins pro-européenne, la politique étrangère de la République fédérale est devenue aussi un peu plus pro... allemande – toutes proportions gardées bien entendu. En témoignage peut-être le fait que l'Allemagne

dispose également d'une politique étrangère *culturelle*. Rien de bien nouveau à cela, mais ce fait était quand même plutôt méconnu. Or, là aussi, la chute du rideau de fer et la réunification de l'Allemagne ont bouleversé les données qui avaient façonné l'*Auswärtige Kulturpolitik* jusqu'en 1989. Ses lignes directrices – constance, fiabilité, pérennité, coopération fondée sur le partenariat – demeurent toujours en vigueur, mais la politique culturelle extérieure allemande a subi parallèlement des transformations importantes durant les deux dernières décennies, qui l'ont avant tout politisée. Avec la normalisation croissante des relations extérieures allemandes depuis la réunification, elle s'est de plus en plus étroitement associée à la diplomatie et à l'économie. Alors que la politique culturelle émanait des länder et, surtout, de la société civile, le gouvernement fédéral a revendiqué depuis la fin des années 1990 une influence croissante sur la définition de ses priorités. À l'avenir, la politique culturelle devra assumer ses missions en tant que troisième pilier des relations extérieures allemandes, à l'instar de ce qui se pratique dans la plupart des grands États européens, comme l'explique dans son analyse Julia Sattler, auteur d'une thèse sur le thème « Culture nationale ou valeurs européennes ? Les politiques culturelles extérieures britannique, allemande et française entre 1989 et 2003 » et collaboratrice au Goethe-Institut depuis 2004. Là encore, à l'évidence, la normalisation de l'Allemagne a progressé.

Une société fragilisée par des tensions internes

Sous fond de crise économique, la campagne électorale a mis en exergue des tensions croissantes au sein de la société allemande, qui avaient été masquées ces dernières années de forte croissance économique. Un écart grandissant se fait jour entre la frange la plus riche de la population et les couches les moins aisées qui se paupérisent, fragilisées par les réformes de l'Agenda 2010 initiées par le gouvernement Schröder et poursuivies par la grande coalition. La montée en puissance de Die Linke répond en partie à cette inquiétude croissante d'une frange de la population à laquelle les grands partis peinent à répondre.

La « justice sociale » est ainsi passée en haut de l'agenda électoral des partis politiques allemands. L'intérêt pour cette

notion polysémique s'inscrit dans un contexte d'inégalités de répartition des revenus et du patrimoine, suscitant une appréhension face à l'avenir et une « inégalité perçue » croissantes au sein de la population allemande. Serge Gouazé, professeur des universités et chercheur au laboratoire CALHISTE (Cultures, arts, littératures, histoires des sociétés et des territoires étrangers) de l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis et à l'Université Lille Nord de France, explique comment les principaux partis politiques allemands (CDU, CSU, FDP, SPD et Die Linke) tentent de prendre en compte cette appréhension et de se réapproprié une justice sociale au sens renouvelé, afin de gagner un électorat lui-même en profond changement.

Ce sentiment d'une « union imparfaite » au sein de la société allemande est aussi fortement perceptible entre les populations de l'ancienne République démocratique allemande (RDA) et des anciens länder de la RFA. Le 20^e anniversaire de la chute du Mur a certes permis de valoriser le succès indéniable de la réunification, comme l'illustre le développement des « nouveaux länder » (*Aufbau Ost*). Cependant, un développement autonome n'a pas encore pu être obtenu et l'activité économique à l'Est doit être soutenue par d'importants transferts financiers. Revenant sur les conditions de la réunification à l'aune de la situation actuelle de l'ex-RDA, Frank Thomas Koch, chercheur à l'Institut d'études en sciences sociales de Berlin-Brandebourg (Brandenburg-Berliner Institut für Sozialwissenschaftliche Studien), souligne que l'« adhésion sans conditions » (*bedingungsloser Eintritt*) a eu des conséquences en partie irréversibles : ce processus de développement de l'Est a longtemps été mis en œuvre comme une reproduction de l'Ouest (*Nachbau West*). Le jugement rétrospectif sur les événements de 1989-1990 et les développements intervenus depuis lors font apparaître des différences fondamentales, autant dans une perspective Ouest-Est que dans une dimension Est-Est, et portent surtout sur la manière dont la RDA est perçue. Si l'unité politique et économique a été globalement réussie, l'unité sociale n'est pas encore parachevée pour les « Osis ».

Autres facteurs importants de tensions à moyen terme au sein de la société allemande, le faible taux de natalité et le

vieillesse de la population ont incité les gouvernements successifs à lancer des réformes importantes de la politique familiale depuis le début des années 1990. Le gouvernement Schröder puis la grande coalition CDU/CSU-SPD ont donné une forte impulsion à la politique de développement des modes d'accueil de la petite enfance. En 2007 a été instauré un congé parental d'éducation, similaire à celui de la Suède. Les raisons de ces réformes ont été la persistance du faible niveau de la fécondité (1,3 enfant en moyenne par femme) mais aussi les considérations liées au marché de l'emploi. Directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS)/Centre d'économie de la Sorbonne, Université Paris I, Jeanne Fagnani analyse comment ces réformes peinent à produire des effets face à des changements profonds de culture de société, mais aussi comment, dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre qualifiée, les organisations patronales ont accordé un appui décisif aux ministres en charge des affaires familiales jusqu'en septembre 2009, Renate Schmidt et Ursula von der Leyen.

Louis-Marie Clouet
Hans Stark*

* Louis-Marie Clouet est chercheur au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) de l'Institut français des relations internationales (Ifri).
Hans Stark est secrétaire général du Cerfa et maître de conférences à l'Université Paris III-Sorbonne nouvelle.